



Créer une boutique des sciences au Bénin

Olivier Leclerc, Sonagnon Hounwanou, Djossè Roméo Tessy

► **To cite this version:**

Olivier Leclerc, Sonagnon Hounwanou, Djossè Roméo Tessy. Créer une boutique des sciences au Bénin. Savants, artistes, citoyens: tous créateurs?, 2017, 978-2-924661-18-5. <sic_01502564>

HAL Id: sic_01502564

https://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic_01502564

Submitted on 5 Apr 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Savants, artistes,
citoyens : tous
créateurs?

SOUS LA DIRECTION D'OLIVIER LECLERC

Éditions science et bien commun
Québec

Titre : Savants, artistes, citoyens : tous créateurs ?

Auteurs : Sous la direction d'Olivier Leclerc

Image en couverture : Vincent Leclerc
vinceleclerc@free.fr
<http://www.vincent-leclerc-graphic-art.com/>

Design de la couverture : Kate McDonnell, sur une idée d'Olivier Leclerc

Direction de l'édition : Florence Piron

Révision linguistique : Caroline Dufresne

ISBN epub : 978-2-924661-18-5

ISBN pour l'impression : 978-2-924661-17-8

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec 2017

Dépôt légal – Bibliothèque et Archive nationale Canada

Dépôt légal : 1er trimestre 2017

Ce livre est sous licence Creative Commons CC-BY 4.0

Éditions science et bien commun
<http://editionscienceetbiencommun.org>
1085 avenue de Bourlamaque
Québec (Québec) G1R 2P4

Diffusion: info@editionscienceetbiencommun.org

Ouvrage publié avec le soutien du Centre culturel de Goutelas

<http://www.chateaugoutelas.fr>

This book was produced using Pressbooks.com, and PDF rendering was done by PrinceXML.

Table des matières

Avant-propos Marie-Claude Mioche	ix
Les auteurs et auteures	xi
Introduction Olivier Leclerc	1
Partie 1. Le temps des amateurs et amatrices	
1. La participation des amateurs et des amatrices à la création artistique Michel Miaille	21
2. Le temps civique de l'amateurat Philippe Dujardin	29
3. Veduta : la plateforme de l'amateur à la Biennale d'art contemporain de Lyon Entretien avec Olivier Leclerc Mélanie Fagard	37
4. Politique et poétique du théâtre amateur Marie-Christine Bordeaux	45

Partie 2. Donner leur place aux amateurs et amatrices

5. De quelques formes de créativité dans le cinéma amateur 53
Roger Odin
6. Participation, créativité et création des amateurs et amatrices : les gramophiles des années 1920 et 1930 81
Sophie Maisonneuve
7. Entre le garage, le public et le marché : valuations de la biologie do-it-yourself 113
Morgan Meyer et Rebecca Wilbanks
8. Contributions profanes et attribution scientifique 137
David Pontille
9. Le droit de la propriété intellectuelle face à l'amateur 153
Michel Vivant

Partie 3. Les amateurs et amatrices dans la création : pratiques, actions, institutions

10. Les Futurs de l'Écrit à l'Abbaye de Noirlac 165
Entretien avec Olivier Leclerc
Paul Fournier
11. Le croisement des savoirs et des pratiques 173
Entretien avec Olivier Leclerc
Claude et Françoise Ferrand
12. Créer une boutique des sciences au Bénin 185
Entretien avec Olivier Leclerc
Pierre-Chanel Hounwanou et Djossè Roméo Tessy

13.	Le dialogue des savoirs comme fondement de la démocratie scientifique Entretien avec Olivier Leclerc Florence Piron	195
14.	Les sciences participatives et la collecte de données naturalistes Entretien avec Olivier Leclerc Romain Julliard	215
15.	Analyser les ressources du milieu pour une collaboration réellement participative. Quelques exemples autour de l'ornithologie et de l'entomologie Florian Charvolin	225
16.	Les Partenariats institutions-citoyens pour la recherche et l'innovation Entretien avec Olivier Leclerc Marc Lipinski	235
17.	Associer des amateurs et amatrices à la création? Essai de cartographie Olivier Leclerc	241
	À propos de la maison d'édition	249

Créer une boutique des sciences au Bénin

Entretien avec Olivier Leclerc

PIERRE-CHANEL HOUNWANOU ET DJOSSÈ ROMÉO TESSY

Olivier Leclerc : Vous avez le projet de créer une boutique des sciences au Bénin. Pourriez-vous décrire ce projet?

Djossè Roméo TESSY : Ce projet a pour objectif de mettre en relation les universités et les territoires. Pour cela, nous voulons inciter les organisations de la société civile à s'intéresser à des préoccupations ancrées dans les territoires et nous voulons proposer aux étudiants d'apporter des réponses à ces préoccupations. Il peut s'agir d'enjeux de santé, liés au numérique, à l'environnement. C'est dans cette perspective que nous nous sommes engagés dans la création d'une boutique des sciences au Bénin.

L'un des enjeux est de savoir comment faire venir l'université sur des sujets de tous les jours qui peuvent permettre d'améliorer les conditions de vie des personnes à long terme. En effet, l'université se place surtout dans une logique d'enseignement et de recherche, mais l'impact qu'elle peut avoir sur le territoire reste encore à montrer. Il ne s'agit pas de transplanter un modèle de boutiques des sciences, tel qu'elles fonctionnent par exemple au Canada, mais de l'adapter au Bénin. Des étudiants, encadrés par des universitaires, pourront travailler sur des projets soumis par des associations.

Pierre-Chanel Hounwanou : Nous souhaitons, en réalité, moins parler de boutique des sciences à l'université – c'est-à-dire incorporée à une université –, que de boutique des sciences à côté ou *aux côtés* de l'université. Cela suppose de conclure un partenariat avec l'université, qui reste encore à préciser. En effet, si elle était pensée comme une structure interne de l'université, une boutique des sciences serait plus difficile à opérationnaliser au Bénin. Il existe déjà une foison d'institutions qui naissent dans les universités. Si l'on veut aller vite, et ne pas être pris dans les mouvements de structuration actuellement en cours au sein même des universités au Bénin, il vaut mieux ne pas aller se mettre au milieu. Il est préférable de se positionner avec des objectifs clairs à côté et de proposer un partenariat avec l'université, exactement comme on proposera un partenariat aux organisations de la société civile.

Qu'est-ce qu'une boutique des sciences pourrait apporter?

Pierre-Chanel Hounwanou : La boutique des sciences pourrait apporter énormément de valeur ajoutée aux efforts actuellement déployés par les acteurs publics au Bénin. Plaçons nous d'abord à l'intérieur même du monde universitaire. Aujourd'hui au Bénin, la recherche scientifique n'est pas très visible. L'université est davantage visible par l'enseignement et par les diplômes qu'elle délivre. Dans ce contexte, une boutique des sciences pourrait initier une réflexion pour favoriser davantage de visibilité pour la recherche scientifique, au-delà des seules questions d'enseignement.

Ensuite, une boutique des sciences au Bénin pourrait ouvrir de nouvelles perspectives pour le financement de la recherche scientifique. Au Bénin, la recherche scientifique souffre à la fois d'un manque de financement, et d'une rareté de bases de données crédibles, qu'on pourrait certes lier à cette question de financement, mais qui pourrait trouver un début de solution avec des initiatives coordonnées de mise en valeur, par exemple, des travaux souvent monographiques entrepris. Comment la boutique des sciences pourrait-elle apporter des solutions à cela? En abordant des sujets qui concernent directement le vécu d'une collectivité, que des citoyens s'efforcent d'inscrire à l'agenda politique des décideurs, elle pourra s'attirer les financements des organisations et des personnes concernées. Les potentiels contributeurs qui existent sur place pourront donner de petits coups de pouce financiers parce qu'il y aura une légitimité à réfléchir sur ces sujets. Les données ainsi

collectées pourront aussi être mises en valeur à d'autres fins scientifiques.

J'ajouterais aussi que la boutique des sciences pourrait donner au monde scientifique une plus grande légitimité aux yeux de la population. Il faut être bien conscient que les universitaires au Bénin perçoivent un revenu brut qui peut atteindre l'équivalent de 30 à 40 fois le SMIC. Ce traitement privilégié pose la question de leur légitimité. Pour le moment, cette question est latente, mais elle ne manquera pas de devenir aiguë un jour ou l'autre. La population ne tardera sans doute pas à questionner les universitaires en disant: « Ces recherches, pour lesquelles vous êtes très bien payés, ne servent qu'à former des chômeurs; vous ne faites pas des recherches pour nous ». La boutique des sciences, au contraire, a pour objectif de permettre à l'université de s'approprier des sujets du quotidien des Béninois et de contribuer à un mieux-être. Autrement dit, ce sera aussi une manière pour la collectivité de tirer davantage de bénéfices du travail des universitaires qu'elle rémunère.

Enfin, la boutique des sciences permettra de lever une force populaire, notamment associative, d'acteurs publics de type nouveau, de développer le militantisme, qui est un peu en panne actuellement au Bénin, que cela soit du point de vue politique ou associatif. C'est cette prise de pouvoir par les associations qui fait la démocratie. La boutique des sciences contribuerait donc, entre autres, à son échelle, à structurer le monde associatif au Bénin et donner un coup de pouce à l'action publique.

Djossè Roméo Tessy : Je pense aussi que la boutique des sciences permettrait de rapprocher l'université de la communauté. L'université apparaît trop souvent comme un monde à part. La boutique des sciences sera un lieu où l'on pourra inventer des choses nouvelles, des pratiques qui peuvent améliorer la vie de la population. Le Bénin est un pays en développement et l'innovation est, de ce point de vue, un enjeu important. La boutique des sciences peut y contribuer et aider à trouver des réponses innovantes aux questions qui lui sont posées. La boutique des sciences est un creuset d'innovation.

Il existe plusieurs façons d'organiser une boutique des sciences, plusieurs modèles. Djossè Roméo Tessy a indiqué qu'il fallait adapter ces différents modèles aux contextes dans lesquels les boutiques des sciences sont installées. Comment

devrait fonctionner cette boutique des sciences d'un point de vue opérationnel?

Djossè Roméo Tessy : Pour l'instant, nous sommes dans une période de réflexion à ce sujet. Nous rencontrons des personnes, nous discutons, malgré la distance qui nous sépare du Bénin pendant le temps que nous sommes en France. Nous essayons de trouver des personnes au Bénin qui peuvent nous aider à mettre en place la boutique des sciences, faire le relais avec les associations intéressées, avec les étudiants.

Il existe plusieurs modèles de boutiques des sciences. Au Canada, par exemple, la boutique des sciences de l'université Laval fait travailler des étudiants sur des projets proposés par des associations. D'autres mettent plus l'accent sur l'innovation, en faisant travailler ensemble des entreprises, des associations, souvent avec des plateformes numériques. Ces modèles doivent être adaptés au Bénin : nous n'avons pas les mêmes accès au numérique, pas les mêmes usages, l'université a aussi des traits culturels qui lui sont propres. La création d'une boutique des sciences peut créer des changements. Et l'on sait que dans tout projet, la gestion du changement n'est pas quelque chose d'aisé. Il faut amener les universitaires à comprendre qu'ils pourraient prendre la boutique des sciences comme un moyen pour amener leurs étudiants à travailler sur le projet d'une association, sans attendre d'autre rémunération que la satisfaction d'avoir accompagné l'étudiant à réaliser quelque chose de précieux, de solidaire. C'est un travail de longue haleine pour convaincre, créer la confiance avec les associations partenaires.

Pierre-Chanel Hounwanou : L'organisation pratique de la boutique des sciences est un enjeu très important. Nous avons parlé tout à l'heure de positionnement stratégique, à côté de l'université et non à l'intérieur de l'université. Mais d'autres questions stratégiques se posent. Faut-il, par exemple, constituer une association type loi 1901? Une entreprise sociale? Une fondation? C'est une question cruciale, à laquelle il faut répondre en tenant compte du contexte local.

Dans un tel projet, il n'y a pas de philanthropie à attendre, pas de bonnes volontés à espérer. Il faut se demander, par exemple, pour quoi un enseignant-chercheur est-il payé. Est-ce qu'on le paye seulement pour qu'il aille enseigner? Non, il est enseignant et

chercheur, et la recherche devrait soutenir aussi bien l'enseignement que l'action publique, conduite par exemple par les unités associatives de la société civile. Je pense que, en tant que citoyens du Bénin, nous achetons quelque chose que nous ne consommons pas, un service qui n'est pas rendu à la hauteur où il devrait l'être. Donc, de la part de l'enseignant-chercheur, il ne s'agit pas d'un cadeau. Il s'agit plutôt d'un travail apparemment supplémentaire mais pour lequel il est déjà payé. Il revient alors aux porteurs du projet de la boutique des sciences que nous sommes de savoir négocier, avec la manière et aux échelles bien choisies, pour que la part des universitaires dans les activités de la boutique des sciences n'entraîne pas d'autres coûts. D'autres gageures émergent bien entendu, sur lesquelles il convient de se concentrer aussi. Je pense par exemple à l'obligation de payer des charges fiscales sur les gratifications de stages au Bénin...

De même, par rapport aux étudiants, il s'agit en réalité de travailler à leur propre projet professionnel. En choisissant un sujet proposé par une association, l'étudiant contribue à une action qui cadre avec son projet professionnel. Pour les étudiants béninois, trouver un stage à la fin de leurs études est souvent un problème. Il ne fait aucun doute que le travail dans le cadre de la boutique des sciences crée déjà des liens professionnels et favorise l'insertion. Il faudra se positionner dans une stratégie de partenariat gagnant-gagnant, et ne pas seulement espérer trouver des gens qui voudront bien être assez gentils pour s'impliquer.

Je comprends bien cette idée consistant à dire que, plutôt que d'attendre qu'il y ait des bonnes volontés qui se manifestent, notamment des enseignants-chercheurs, pour accepter de donner un peu de leur temps à la boutique des sciences, il y aurait une autre logique consistant à considérer que cela fait partie de leurs obligations et que la boutique des sciences peut fournir à des étudiants de Master des sujets concrets qui favorisent leur insertion professionnelle. Mais n'est-il pas plus difficile de tenir ce discours si l'on place la boutique de sciences hors de l'université?

Pierre-Chanel Hounwanou : Oui, mais ce n'est pas impossible. Si nous positionnons la boutique des sciences en dehors de l'université, comme nous entendons le faire, l'enjeu sera alors pour nous la mobilisation des ressources. En effet, lorsque vous

voulez régler un problème qui est déjà approprié par une association, par exemple, vous l'avez à vos côtés... C'est sur un tel mécanisme que reposent les processus de mise à l'agenda politique. Il nous faut donc identifier les ressources politiques qui existent et pouvoir les mettre à notre actif, les mettre dans notre camp. Lorsque je contribue à répondre à une question sociale portée par une association, je me positionne comme son allié, et elle pourrait certainement activer ses propres relations en ma faveur. Donc, cela fonctionne des deux côtés : d'une part, la boutique des sciences va financer un stage de recherche et, d'autre part, l'enseignant-chercheur va encadrer l'étudiant qui est inscrit dans une formation universitaire. En définitive, l'association bénéficie aussi de cet encadrement donné à l'étudiant. Au Bénin, je sais qu'il existe une fibre sociale : du simple fait que l'enseignant sait qu'il est utile à l'association, et tenant compte du fait que la boutique des sciences n'est pas une institution à but lucratif, cela sera un peu plus facile à faire. Bien sûr, je ne dis pas que ce sera facile à faire; juste un peu plus facile. Par contre, je vois difficilement l'inverse – un positionnement à l'intérieur de l'université –, car on risque alors de ne pas avoir de résultats. Il faut mobiliser des alliances qui convergent vers où on veut aller plutôt que de forcer les choses avec des dispositifs institutionnels.

Le mouvement favorable à la science ouverte, auquel vous participez tous les deux, encourage le partage des connaissances, leur libre circulation et leur ouverture à la société. La boutique des sciences s'inscrit dans cette perspective. Quelle est la situation au Bénin pour ce qui concerne l'accès au savoir et la circulation des connaissances?

Djossè Roméo Tessy : On constate au Bénin une réticence des professeurs à rendre leurs cours accessibles sur Internet, à mettre à disposition des documents. Ce n'est sans doute pas propre au Bénin, et la difficulté se rencontre aussi en France. D'une manière plus générale, il existe une difficulté d'accès aux connaissances, ne serait-ce que parce que les fonds documentaires des bibliothèques ne sont pas régulièrement mis à jour. Les bibliothèques universitaires sont sous-dimensionnées par rapport au nombre des étudiants inscrits.

Pierre-Chanel Hounwanou : Le savoir ne circule pas assez au Bénin. D'abord, très peu de bibliothèques sont accessibles à tous. Au-delà, l'accès au savoir numérique est loin d'être parfait. Dans

les grandes villes, on a assez facilement Internet, mais à peine la moitié des Béninois vivent en ville. Et surtout, c'est le système scolaire qui, pour moi, est le premier agent de diffusion du savoir. Or, les moyens qui lui sont donnés pour se mettre au courant des développements scientifiques actuels sont trop limités. La radio et la télévision occupent donc une place importante; mais les programmes proposés concernent beaucoup moins l'actualité scientifique et ses liens avec le vécu quotidien que l'actualité politique. Il reste énormément à faire pour améliorer la circulation du savoir.

L'idée de science ouverte s'accompagne aussi de l'idée de justice cognitive. Cela signifie que l'on prête une attention particulière à un meilleur équilibre dans les rapports Nord-Sud en ce qui concerne les savoirs. Vous avez à la fois une expérience au Bénin et une expérience en France. Quel diagnostic faites-vous aujourd'hui, à partir de votre expérience, sur la prise en compte au Nord des savoirs élaborés au Sud?

Djossè Roméo Tessy : Il y a des solutions intéressantes développées en France qui pourraient être utilisées au Bénin, afin d'améliorer la circulation des savoirs entre le Nord et le Sud. Par exemple, la création de bibliothèques virtuelles, comprenant aussi bien des livres sur support papier que des ressources électroniques. Par ailleurs, un problème qui se pose est que pour publier dans les grandes revues scientifiques internationales, il faut s'appuyer sur des unités de recherche fortes. Nous n'avons pas de telles structures au Bénin. Les chercheurs du Sud sont donc plutôt des consommateurs des sciences produites au Nord. La science ouverte, ou la publication ouverte – celle qui consiste à publier dans des revues qui ne demandent pas de payer pour être publié –, permettrait aux chercheurs africains de faire entendre leurs points de vue. On sortirait alors de l'idée selon laquelle le Sud ne publie pas et le Nord a le monopole de la connaissance; tout le monde pourrait publier. Il faut aussi souligner qu'aujourd'hui publier dans des revues ouvertes ou sur des archives ouvertes comme HAL¹ n'est pas pris en compte, ou n'est pas valorisé, dans l'évaluation des chercheurs. Un chercheur qui publie dans des revues fermées, et bien cotées, a de meilleures chances de faire carrière. Ce problème se pose au niveau du Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES), qui

1. <https://hal.archives-ouvertes.fr/>

s'occupe des carrières des chercheurs en Afrique francophone. Le CAMES a tendance à considérer, à raison peut-être, les articles publiés dans des revues à comité de lecture plus favorablement que les articles publiés dans des revues libres. La question se pose aussi du côté des chercheurs : sont-ils prêts à publier dans de telles revues?

Pierre-Chanel Hounwanou : Pour moi, la recherche scientifique est universelle; ce sont des méthodes, ce sont aussi des moyens bien sûr – et là il y a des disparités –. La recherche scientifique, c'est un langage. Et ce langage est le même au Nord et au Sud. Je ne situe donc pas le problème au niveau des objets de recherche; je situe le problème d'abord au niveau des efforts à effectuer, par exemple en terme de production de données locales fiables. Or, raisonner dans les termes des rapports Nord-Sud, cela va compliquer les efforts que le Sud doit faire. J'estime que, du point de vue de la recherche scientifique, le Bénin doit avant tout améliorer l'organisation des chercheurs et de la recherche; ce n'est pas une question d'objet de recherche. Revenons au fonctionnement du Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES) : s'il évalue les chercheurs davantage par référence à l'enseignement qu'à la recherche, il y aura un problème.

Par ailleurs, très peu de chercheurs qui préparent un doctorat au Bénin ont conscience d'être en train d'acquérir une expérience professionnelle, c'est-à-dire ont conscience d'être des travailleurs. Ils se considèrent comme des étudiants. Mais le doctorat, c'est avant tout un travail, c'est travailler au quotidien dans une équipe de recherche, c'est piloter son projet de recherche. Si l'on faisait véritablement de la recherche un métier, je pense que l'on réglerait les problèmes que j'évoquais en parlant de structuration et d'organisation. Il faut aussi s'intéresser aux rémunérations : il me semble qu'il existe une disparité de traitement énorme entre le corps des chercheurs (non enseignants) et les autres universitaires. Cela dissuade peut-être beaucoup de personnes de faire de la recherche.

En somme, je crois que deux choses sont importantes. D'abord, il faudrait qu'au Sud on essaie de restructurer le monde de la recherche, que les chercheurs soient plus visibles, que le métier de chercheur soit plus enviable. Ensuite, il faut travailler à mettre en valeur les recherches qui se font, que l'on se débarrasse des clichés et que l'on donne plus de visibilité aux résultats obtenus par les chercheurs du Sud pour faire avancer la science, parce que je le

répète la recherche scientifique c'est un langage commun, même si les moyens sont parfois différents.